

LE PREMIER MINISTRE SE DÉFAUSSE DU DÉCONFINEMENT SUR LES MAIRES : C'EST INACCEPTABLE !

Déclaration de la Coopérative des Élu.e.s Communistes et Partenaires

L'intervention du Premier ministre Édouard Philippe, ce jour, à l'Assemblée nationale, pour préciser le plan de déconfinement au 11 mai, n'a pas répondu aux très nombreuses questions que les élus locaux, à l'instar des Françaises et les Français, se posent.

Le seul fil rouge de ce plan semble de vouloir redonner la patate chaude d'un déconfinement nécessairement très complexe aux élus de terrain, sans leur donner les moyens de le réussir. Le Gouvernement croit-il de cette façon se protéger de la colère légitime des Français face aux multiples injonctions contradictoires qu'ils entendent depuis plusieurs semaines ?

- Ainsi, le Premier ministre a annoncé qu'il y aurait suffisamment de masques pour le 11 mai. Ce n'est pas ce que nous constatons dans certains de nos territoires. Pourtant, les communes sont d'ores et déjà mises sous pression pour suppléer aux carences de l'État en la matière.
- Sur la question particulièrement délicate de la reprise scolaire, le Premier ministre est resté dramatiquement flou, préférant laisser « le maximum de souplesse au terrain ». C'est particulièrement malvenu, alors que les difficultés pratiques qui se posent aux élus locaux s'accumulent : comment adapter les capacités d'accueil des écoles ? Comment choisir les élèves ? Comment faire respecter la distanciation physique ? Quid des modalités de désinfection des locaux ?
- Concernant la mise en place de brigades chargées d'identifier les cas contacts, le Premier ministre a déclaré que les agents des collectivités territoriales pourraient être mis à contribution. Comment sécuriser cette mise en première ligne de nos agents et veiller au bon fonctionnement de nos collectivités avec cette ponction réalisée sans concertation ?

Alors que le flou demeure et que rien ne semble réellement prêt au vu du manque criant de masques et de tests qui demeure dans nos territoires, comment faire en sorte que les objectifs d'un déconfinement réussi soient atteints avec un délai aussi court que celui du 11 mai ?

Ainsi, sous prétexte de laisser des marges de manœuvres aux acteurs locaux, le Premier ministre se décharge de sa responsabilité, notamment sur les maires, alors que ceux-ci n'ont pas les moyens, ni humains, ni financiers, ni techniques, de réussir le déconfinement tant les questions non-tranchées demeurent. Du reste, rien n'a été dit sur les graves effets sociaux de la crise sanitaire, ni sur la nécessité de revaloriser les professions essentielles comme par exemple en dégelant le point d'indice des agents de la fonction publique territoriale.

La Coopérative des Élu.e.s communistes et partenaires, qui regroupe plus de 6000 élus locaux de différents territoires et de différentes responsabilités dont 600 maires, demande en urgence un plan de soutien financier aux collectivités, au même titre que celui qui a été décidé pour les entreprises. Dans les quartiers populaires comme dans nos villages, nous voulons avoir les moyens de satisfaire les besoins de nos populations dans le respect des règles de sécurité sanitaire. Cette exigence est indispensable pour garantir l'égalité républicaine et éviter de renforcer les disparités territoriales.